



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

usine General Electric Hydro à Grenoble

Question au Gouvernement n° 172

Texte de la question

USINE GENERAL ELECTRIC HYDRO À GRENOBLE

M. le président. La parole est à Mme Émilie Chalas, pour le groupe La République en marche.

Mme Émilie Chalas. Monsieur le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, Grenoble est devenue, de par sa géographie et son histoire, le berceau de la houille blanche. Elle se retrouve aujourd'hui le théâtre d'un moment plus sombre de cette épopée. En juillet dernier, nous avons appris que General Electric Hydro projetait le licenciement de 345 salariés sur son site grenoblois.

Un député du groupe LR . C'est vrai !

Mme Émilie Chalas. Pour mémoire, ce site, héritier de l'acteur historique Neyrpic, puis d'Alstom, a conçu des turbines hydrauliques parmi les plus performantes au monde.

Au motif d'un marché de l'hydroélectricité de plus en plus concurrentiel et en profonde transformation technologique, la direction de l'entreprise prévoit de supprimer plus de 40 % des effectifs, remettant en cause la capacité de production au profit de délocalisations.

Dès le mois de juillet, j'ai alerté le Président de la République en personne (« Oh ! » sur les bancs du groupe LR) ainsi que vos services avec pour ambition, non pas de soutenir l'immobilisme à tout prix, mais de m'assurer de deux choses : d'une part, que l'avenir prévu pour ce site reste compatible avec les ambitions stratégiques de la France à l'heure de la transition énergétique et, d'autre part, que les conditions offertes aux salariés soient à la hauteur de ce qu'ils ont apporté au prestige de leur entreprise.

Je tiens ici à rendre justice à votre action dans un contexte où, pendant que nous œuvrions avec rigueur et discrétion, nombreux sont ceux qui ont cherché à faire de cet événement une tribune personnelle et politicienne. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Je tiens donc à rappeler à ceux-là que, dès le 1er août, vous avez reçu la délégation du personnel, que j'accompagnais. Vos services sont intervenus cet été pour s'assurer de la conformité du PSE – plan de sauvegarde de l'emploi – et en évaluer la sincérité. (*Mêmes mouvements.*)

Enfin, tout récemment, nous avons rencontré successivement les représentants du personnel puis, hier, la direction de GE Hydro. À présent, les salariés attendent des réponses concrètes ; je les comprends car, le dialogue social s'étant interrompu, le temps s'écoule en leur défaveur.

Monsieur le secrétaire d'État, comment nous assurer que le plan social proposé par la direction de General

Electric soit à la hauteur d'une telle entreprise, honorable tant pour les salariés que pour la France ?
(*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Madame la députée, merci pour votre question (« Ah ! » et applaudissements sur les bancs du groupe LR),...

M. Christian Hutin. Bravo !

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'Étatmerci pour l'implication qui est la vôtre dans ce dossier : vous faites honneur au Parlement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*) Je suis certain que les salariés de GE Hydro à Grenoble préfèrent aux cris et aux vociférations de tribune le calme et le sérieux avec lesquels vous avez abordé ce dossier. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

Nous les avons reçus au mois d'août dans le cadre de l'intersyndicale. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Christian Hutin. C'est pathétique !

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État . J'ai reçu hier, à Bercy, la direction du groupe General Electric Renewable Energy. Dans ce cadre, les discussions, auxquelles vous avez participé, ont abouti à l'engagement renouvelé, de la part de la direction du groupe, de maintenir l'objectif de création nette de 1 000 emplois à la fin de l'année 2018. Le comité de suivi se réunira début décembre et un cabinet indépendant évaluera les progrès qui auront été réalisés.

Deuxième élément évoqué hier : le PSE. Sur ce point, j'ai demandé à la direction du groupe de faire mieux.

M. Éric Diard. Quelle audace !

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État. Un groupe de la taille de GE, à la mesure d'un marché mondial, doit faire mieux que le PSE présenté, comme ils ont d'ailleurs su le faire lors de PSE précédents.

Troisième élément : j'ai demandé et obtenu de la direction – vous comme moi croyons dans la qualité du dialogue – d'aller expliquer, sur le site, aux salariés de GE Hydro quel était l'avenir du site.

Enfin, ma responsabilité est de faire respecter les engagements pris devant l'État il y a deux ans. Mais notre responsabilité, c'est aussi de construire l'industrie et les emplois de demain : c'est ce à quoi nous nous emploierons sur le site de GE Hydro à Grenoble. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Émilie Chalas](#)

Circonscription : Isère (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 172

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 octobre 2017](#)